Déclaration de la FNEC FP-FO
Comité Social d'Administration Spécial Départemental
de la Gironde – 12 juillet 2023

Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Dans notre déclaration du CTSD du 12 juillet 2022, la FNEC FP-FO alertait sur le fait que, pour espérer une meilleure rémunération, les enseignants devraient sans doute encore effectuer des tâches supplémentaires puisque les déclarations d'alors de notre ministre laissaient présager le pire. Nous sommes exactement un an après et voici qu'on nous propose maintenant un dispositif qui serait la solution à beaucoup de maux dont souffre l'Éducation Nationale : le pacte ! Le ministre veut désormais nous faire basculer dans un système de contrat qui dérogerait aux statuts auxquels la FNEC FP-FO a toujours été profondément attachée. Nos statuts sont nationaux et s'appliquent en conséquence uniformément dans tous les établissements scolaires. Le pacte, lui, est individuel, défini à l'échelle locale et permet, avec l'accord des intéressés, de déroger aux limites protectrices garanties par nos statuts. Matérialisé par une lettre de mission, il est un engagement vis-à-vis du chef d'établissement qui sera seul juge de son accomplissement. Exploitant la faiblesse des rémunérations des enseignants, le ministre entend utiliser le pacte pour imposer le corps unique, notamment par des échanges de service entre premier et second degrés. Pour la FNEC FP-FO, tout ceci est inacceptable. Nous exigeons toujours le dégel du point d'indice, le rattrapage des 25% de pouvoir d'achat perdus et refusons le pacte !

On nous répondra qu'il n'est pas possible de dégeler le point d'indice au-delà de 1,5%… Selon une note de l'INSEE parue le 29 juin dernier, les enseignants sont les fonctionnaires de catégorie A les moins bien payés puisqu'ils gagnent 1 126 euros de moins que les autres. L'état n'a plus d'argent pour rémunérer décemment ses personnels… Il dispose en revanche d'un budget conséquent pour financer le pacte Ndiaye. 7 millions d'euros sont ainsi prévus pour la Gironde ! Le gouvernement choisit ses priorités et la revalorisation, promise depuis des années, n'est toujours pas au rendez-vous… Le pacte est présenté comme telle mais rémunérer des tâches supplémentaires, ce n'est ni plus ni moins que la base du travail salarié. On est bien loin des 10% sans contreparties annoncés en avril 2022 par le président Macron. N'oublions pas que nous sommes, en plus, dans un contexte d'inflation.

Ne nous étonnons donc pas que cette année encore, le nombre de postes ouverts aux concours de l'enseignement ne soient pas pourvus. L'enseignement ne fait plus rêver. Devoir faire un master et passer un concours exigeant pour finalement gagner à peine plus d'un SMIC n'est pas une perspective encourageante pour les jeunes. Un poste sur cinq n'est donc pas pourvu à l'issue des résultats du CAPES. Un quart n'a pas été pourvu en mathématiques et en sciences physiques, 20% en lettres modernes, 70% en lettres classiques, etc. Étant donné ces chiffres et la réalité du terrain, le pacte et sa mission prioritaire de remplacement de courte durée apparaissent alors comme une nouvelle rustine présentée par le ministre comme la panacée. Les personnels, eux, savent que tout cela n'est que de la poudre aux yeux destinée à apaiser les inquiétudes, voire la colère, de certains parents quand les enseignants de leurs enfants ne sont pas remplacés. À certains endroits, on annonce déjà des mallettes pédagogiques clé-en-main pour ce faire. D'Éducation Nationale, on passe à Garderie Nationale…

Et que dire des récentes déclarations du président Macron à Marseille ? Il s'était donné 100 jours pour tourner la page de la réforme des retraites à laquelle FO s'oppose toujours tant elle est injuste et injustifiée. Le passage du président à Marseille était conçu comme un moment médiatique de sa campagne pour « apaiser » le pays mais le chef de l'état a multiplié les annonces tonitruantes sur l'école au prétexte de « lutter contre les inégalités » : ouvrir les collèges en éducation prioritaire de 8 heures à 18 heures grâce au « pacte », s'attaquer aux vacances scolaires, scolariser les élèves de 2 ans alors que le gouvernement supprime des milliers de postes… Tout cela avec un fil conducteur : faire disparaître tout cadre national. Il a par ailleurs défendu sa réforme la réforme des lycées professionnels, vanté les mérites de l'apprentissage et de l'auto-entrepreneuriat. Mais personne n'est dupe de ce coup de com'. Le président Macron exploite la situation indigne dans laquelle se trouve l'école en général, et les écoles marseillaises en particulier, pour faire des élèves et des personnels les cobayes d'une expérimentation qui a vocation à être déclinée nationalement. C'est « l'école du futur » avec des projets différents sur le modèle des écoles privées, avec des programmes et des diplômes locaux, au détriment de l'égalité des droits des élèves. C'est le règne de l'autonomie et du donnant-donnant dont découle le pacte.

Tout cela procède de la volonté éperdue d'un président, affaibli par cinq mois de mobilisation, de poursuivre son programme de destruction et de détourner les regards du chaos qui menace l'Éducation Nationale. Partout, les personnels et les parents d'élèves se mobilisent pour exiger le rétablissement des milliers d'heures perdues et des classes supprimées. Nous ne demandons pourtant pas la Lune mais simplement de pouvoir travailler dans de bonnes conditions pour tous, personnels comme élèves. FO demande donc, une fois encore, à ce qu'il y ait moins d'élèves par classe et à ce qu'on ouvre des divisions partout où cela est nécessaire comme au collège de Castelnau qui a besoin d'une 6ème supplémentaire, le collège de Saint-Loubès qui demande une ouverture de 5ème, le collège du Pont de la Maye qui nécessite une

3ème en plus et tant d'autres… Dans ce contexte de réalité du terrain, il est donc ironique de constater que, pendant que l'état dépense des millions d'euros pour les aberrations que sont le pacte et le SNU, le reste de l'Éducation Nationale tourne à moyens constants et que, quand on ouvre une division quelque part, c'est qu'on en ferme une ailleurs… Nous voici donc à quémander des moyens supplémentaires, que tous n'auront malheureusement pas, alors qu'il va pleuvoir 7 millions d'euros en Gironde. La FNEC FP FO demande donc la création de toutes les divisons nécessaires avec les postes nécessaires statutaires afin que les collègues puissent travailler sereinement l'année prochaine.

Enfin, nous tenons à remercier une fois encore les personnels de la DSDEN pour la transmission des documents de travail et n'oublions pas que les administratifs aussi travaillent dans des conditions sans cesse dégradées.

Camille Tastet, Delphine Paillé, Frédéric Abramson,
Delphine Marin, Cindy Garcia, Christophe Grimaux